

## **La fable du mauvais “capitalisme” et de la bonne “économie réelle”**

Nombreux sont ceux qui, à juste titre, affirment qu'on ne peut pas réformer le capitalisme, qu'il faut l'abolir comme système dans sa totalité. Cependant, fréquemment les positions exprimées explicitement ou adoptées implicitement par les personnes impliquées - militants politiques, syndicalistes, travailleurs - passent outre cette vérité.

Un des exemples les plus flagrants d'hypocrisie faussement anticapitaliste fut fourni il y a longtemps par Fritz Tarnow, membre du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) qui dans une intervention au congrès de ce parti en 1931 dit:

Quand le patient [le capitalisme] râle, les masses dehors se trouvent affamées. Quand nous savons cela et connaissons un médicament, même si nous ne sommes pas convaincus qu'il guérisse le patient, mais si au moins il puisse soulager son râlement, [...] alors nous lui administrons le médicament, et à ce moment-là nous n'avons pas tellement en tête l'idée que nous sommes ses héritiers et que nous attendons sa fin proche.

De façon similaire, quoique camouflée, se situe la volonté exprimée en période de récession économique, de "relancer l'économie". Par exemple: "La CGT revendique la fin de l'austérité salariale. La consommation des ménages est le moteur économique de la France (plus de 50 % du PIB), on ne peut pas relancer l'économie sans augmenter les salaires et les retraites<sup>1</sup>."

Dans le même sens on peut citer le slogan formulé en appui de revendications salariales: "Nous voulons notre part du gâteau", ou l'indignation exprimée en rapport avec les revenus "scandaleusement" élevés des dirigeants d'entreprises. Ces réactions sont évidemment justifiées en ce qu'elles reflètent le contraste entre les situations respectives des exploités et des exploités. Néanmoins, du point de vue du mouvement ouvrier révolutionnaire, il est indispensable de mettre en lumière la nature exacte des objectifs qu'il faut atteindre pour mettre fin à l'exploitation capitaliste. Les réformistes font le contraire. Ils perpétuent et renforcent les idées erronées qui contrecarrent le développement de la conscience de classe parmi les travailleurs.

### **Exploitation partout - justice nulle part**

L'un des points principaux autour desquels s'articule l'orientation réformiste, est celui de la "justice". La proportion des revenus du travail relativement à ceux du capital est dénoncée comme étant "injuste", et il en est dérivé la revendication portant sur un "partage des richesses" "plus juste". Cette optique peut paraître sensée quand elle va de pair avec l'idée que "plus juste" veut dire "salaires plus élevés". Cependant le caractère erroné de l'approche transparait à travers le corollaire qui consiste à réclamer des mesures limitant les revenus des dirigeants d'entreprise et des actionnaires. Fondamentalement la position sous-jacente à cette quête de "justice" envisage sous un angle symétrique la situation des uns et des autres, c'est-à-dire met les deux classes ennemies sur un plan d'égalité.

Voici un exemple typique de cette manière d'induire en erreur les travailleurs au lieu de les conduire dans la lutte pour leur émancipation. La direction de PSA (Peugeot) à Sochaux ayant décrété une période de mise en chômage technique, un représentant de la CGT s'exprime ainsi: "Au chômage partiel devrait correspondre des actions partielles pour les actionnaires<sup>2</sup>!"

De façon générale, le réformisme s'appuie sur une interprétation selon laquelle le sort subi par les travailleurs ne résulte pas de mécanismes imposés implacablement par les rapports sociaux en place, mais de la volonté subjective des capitalistes et des dirigeants

politiques qui les soutiennent. C'est ainsi que s'expliquerait "l'injustice" de la "répartition du produit national brut", mais aussi l'abîme entre les conditions de vie des uns et des autres, le chômage, la crise, bref tout ce qui cause la misère dans laquelle vivent les travailleurs.

À cet égard le PCF ne se lasse pas de rabâcher la recette des "nouveaux critères de gestion en faveur d'une nouvelle efficacité sociale visant à économiser les capitaux matériels et financiers et à privilégier le développement humain, l'emploi, la formation, avec de bons salaires rémunérant des travailleurs plus qualifiés<sup>3</sup>", substituant par là au changement des rapports de production (abolition de la propriété privée des moyens de production) des modifications dans les procédures administratives. Remarquons que le passage cité fournit un exemple de la conciliation des classes autour du "gâteau": "[...], tout cela permettant au final d'augmenter la valeur ajoutée produite. On augmenterait ainsi les salaires et aussi le gâteau<sup>4</sup>."

Quant à la crise actuelle, elle résulte, d'après le PCF, du fait que les capitalistes, au lieu de reconnaître la valeur supérieure des "nouveaux critères de gestion", n'en font qu'à leur tête: "La crise actuelle résulte de décisions prises par les Etats et par les actionnaires<sup>5</sup>." La LCR développe un raisonnement similaire: "Aujourd'hui, c'est cette faculté d'orienter le développement de l'activité économique selon le seul critère du profit maximal qui est en crise. Il faut donc un autre mécanisme de direction de l'activité économique<sup>6</sup>."

Pour dénoncer l'égoïsme des spéculateurs et du gouvernement, le PCF applique le schéma de la juxtaposition: "Scandaleux - 15 jours pour trouver 2000 milliards d'€ pour renflouer les spéculateurs européens. À quand: 9 milliards pour le SMIC à 1500 € en France - 7 milliards pour boucher le "trou de la sécu" - 82 milliards pour résoudre les épidémies et la faim sur la planète (rapport ONU)<sup>7</sup>." Mais il se base sur l'idée que dans tout cela, la bonne volonté et la sagesse des uns et des autres pourraient prévaloir, suite à la convocation d'une "réunion immédiate de tous les acteurs sociaux et économiques, pour décider des moyens de réorienter l'argent vers les besoins réels<sup>8</sup>". Sur le fond, la position adoptée par les trotskistes n'est pas différente. Certes, ils prennent soin de maintenir l'apparence à laquelle ils tiennent tant, celle d'être radicaux. C'est pourquoi ils ne posent pas timidement la question "à quand?" (la création de fonds destinés aux travailleurs), ni n'envisagent une "réunion immédiate" de négociation. Non, ils tapent du poing sur la table: "Comment financer tout cela? Pas un sou ne doit sortir de notre poche: c'est aux capitalistes de payer la crise de leur système. [...] L'urgence commande [...] de récupérer l'ensemble des dividendes des actionnaires pour l'année en cours<sup>9</sup>." D'autres, comme le PCOF, rejoignent les trotskistes tout en fréquentant les salons des alter-mondialistes: "Nous refusons que la crise financière engendre une socialisation des pertes et le maintien des bénéfices des détenteurs de capitaux. Nous refusons que celles et ceux qui travaillent ou sont privés d'emploi fassent les frais de cette politique, [...]"<sup>10</sup>.

### **Combattre le système?**

#### **Encore faut-il savoir ce que l'on entend par "système"**

Ceux que nous venons de citer crieront sans doute au mensonge à propos de la critique formulée ici. Il est vrai que le réformisme, en tant que position assumée explicitement, est de toute façon déprécié par l'histoire depuis longtemps. Ses tenants ne peuvent être que des défenseurs honteux des vieilleries qu'ils tentent de transmettre en sous-main. Dans leurs discours, ils ont recours à des argumentations tortueuses visant d'avance à parer les réfutations prévisibles.

Le PCF: "On veut nous faire croire que le problème vient de quelques patrons ou traders voyous, d'un dévoiement du capitalisme. Faux! Toutes les banques, tous les établissements financiers privés sont "mouillés"<sup>11</sup>." Où encore: "On nous parle de "moraliser le capitalisme". Autant vouloir apprivoiser un requin. C'est le système lui-même qui est en cause. [...] Ce qui se passe aujourd'hui n'a rien à voir avec une prétendue "dérive" du capitalisme. C'est son aboutissement logique<sup>12</sup>." La LCR: "La seule alternative crédible

face au désastre capitaliste, ce n'est pas l'aménagement ni la réforme. C'est la rupture. Le capitalisme ne se moralise pas<sup>13</sup>." "Il faut en finir avec ce système qui nous emmène droit dans le mur<sup>14</sup>."

Mais ces tentatives de faire croire que les positions formulées sont radicales, voire révolutionnaires, n'arrivent pas à cacher les confusions et les manipulations de langage sur lesquelles elles reposent. Bien que ce soit par des voies indirectes qui s'écartent parfois loin en suivant des raisonnements détournés, on est toujours ramené à certaines caractéristiques élémentaires du réformisme, qui attribuent au système économique une volonté subjective, identifiée en fait avec celle des "acteurs sociaux".

C'est ainsi pour le PCF. Après avoir affirmé que "c'est le système lui-même qui est en cause", le texte dont est extraite cette phrase poursuit: "Un système obsédé par les profits, la rentabilité et l'enrichissement sans limite de quelques uns au détriment du développement de chacun<sup>15</sup>." Et loin de proposer l'abolition du capitalisme, il conclut: "Il faut faire autrement, changer de logique en commençant à transformer profondément le capitalisme<sup>16</sup>." De même pour la LCR. La phrase citée plus haut: "Il faut en finir avec ce système qui nous emmène droit dans le mur", est précédée de la définition suivante de l'anticapitalisme: "Augmenter les salaires, réduire le temps de travail à revenus constants, interdire les licenciements, défendre et étendre les services publics, prévenir la crise écologique: plus que jamais l'anticapitalisme est à l'ordre du jour<sup>17</sup>." En un mot, on est anticapitaliste en agissant non pas contre le capitalisme comme système, mais contre certaines de ses manifestations jugées nuisibles.

### **L'“économie réelle”, ce n'est rien d'autre que le capitalisme réel**

Plus particulièrement, les rapports entre crises, opérations financières et spéculation, sont souvent décrits de façon embrouillée. Le point crucial réside dans la distinction dichotomique qui est faite entre "finance" et "économie réelle". Prenons en exemple un texte du PCF déjà cité<sup>18</sup>. Il est (approximativement) juste de dire que "pour augmenter ses profits, le capitalisme comprime les salaires", que ceci a pour "conséquence" que "la demande et les investissements chutent" et que "la croissance est faible", et que "pour augmenter malgré tout leurs profits, les capitaux s'orientent alors de plus en plus vers la Bourse et la spéculation". Mais déjà cette dernière phrase est chargée d'ambiguïté. Depuis l'apparition des sociétés par action comme élément du fonctionnement du capitalisme, la Bourse joue un rôle essentiel dans la mise en oeuvre des investissements productifs, en procurant aux entreprises les capitaux nécessaires, qui autrefois pour une usine donnée étaient entre les mains d'une seule personne ou d'une famille, et donc limités en volume. Cependant il est exact que l'existence de la Bourse rend possible et engendre d'autres phénomènes. Les flux de capitaux varient selon les phases de conjoncture économique. En période de croissance relativement régulière et soutenue, les grands groupes capitalistes sont en mesure de financer des investissements au moyen des profits réalisés. Ces capacités d'autofinancement se réduisent en cas de récession. S'il se peut effectivement qu'il y ait une certaine concomitance entre récession et recours accru à la Bourse, cela ne signifie pas automatiquement et fatalement que les capitalistes délaissent les investissements productifs en faveur de la spéculation. Dans une certaine mesure, la Bourse - ainsi que les banques - poursuivra malgré tout son rôle d'intermédiaire pour le financement d'investissements productifs, mais à travers une réorientation des capitaux, de secteurs en récession vers d'autres, susceptibles encore de générer des profits. Il est donc erroné d'affirmer, comme le fait la suite du texte, que "c'est la “bulle financière” qui asphyxie l'économie réelle" et que "l'explosion de la bulle" amène "la crise financière" laquelle "désorganisant tout le système bancaire et financier" engendre "la dépression".

L'exemple de Bernard Madoff, conseiller en investissements à New York et ancien P-DG du Nasdaq (important marché new-yorkais de transactions boursières) est significatif. Il a reconnu avoir monté une énorme pyramide financière frauduleuse par

l'intermédiaire d'une société de conseil en investissements qui servait quelques dizaines de clients pour un montant total de 17 milliards de dollars qui lui avaient été confiés en gestion. Le mécanisme de supercherie et de gains frauduleux que Madoff a mis en oeuvre était entièrement basé sur la "finance", sur l'"économie irréaliste", mais il a fonctionné durant des années sans lien avec la conjoncture économique. Et il n'a nullement participé à provoquer la crise actuelle, celle-ci l'ayant par contre fait capoter.

Les crises économiques ont leurs racines propres dans la sphère productive. Elles se produisent quand l'enchaînement est rompu entre, d'abord, la création de la plus-value dans le processus de production, puis, sa réalisation à travers la vente des produits. Là encore, la vision subjectiviste induit une interprétation déformée de la réalité. Les employeurs décident régulièrement de supprimer des postes tout en augmentant parallèlement la productivité (c'est-à-dire en accroissant le taux d'exploitation extensive et intensive de ceux qu'ils continuent à faire travailler) pour réduire les coûts salariaux et augmenter les profits. Avec l'irruption d'une crise, ils prendraient celle-ci comme "prétexte" pour pousser plus en avant ces restructurations, qu'ils appliquaient auparavant de façon relativement limitée par crainte de réactions de la part des travailleurs. Il y a certes une part de vérité dans cette présentation, mais elle a le défaut central d'obscurcir la fatalité du chômage comme résultat des crises de surproduction - relativement à la capacité de consommation correspondante à un moment donné. Dans le cadre des rapports de production capitalistes, l'existence d'une "armée de réserve" de chômeurs, d'ampleur fluctuante, est un élément constitutif du fonctionnement du cycle de production/réalisation de la plus-value. Quand les capitalistes contractent le volume des investissements, ce n'est pas dû à une quelconque mauvaise volonté ni à de la méchanceté: c'est à un moment donné l'expression normale, naturelle, cohérente, du système économique capitaliste.

Les travailleurs, bien évidemment, ne peuvent ni ne doivent accepter cette "fatalité", qui n'est telle que dans le cadre de la société capitaliste. Mais cela implique de suivre une voie différente de celle proposée par les réformistes.

La même insistance erronée sur le facteur "finance" se manifeste d'ailleurs y compris en dehors de la question des crises proprement dites. Prenons pour exemple un texte du PCF<sup>19</sup>. Il note que d'octobre 2006 à octobre 2008 la dette nette des entreprises du CAC 40, hors valeurs bancaires, a bondi de 25 %, à 250 milliards d'euros, et souligne que cette endettement vient "essentiellement de la croissance financière externe, d'une politique d'acquisitions à marche forcée". Il commente alors: "Les groupes français se sont engagés dans une spirale: avec ces opérations, ils faisaient grimper la valeur de leurs titres en Bourse et, en dopant ainsi le cours de leurs actions, ils se contraignaient eux-mêmes à augmenter leurs résultats. Plus ils accumulaient d'argent, plus il leur en fallait. Mais ce gonflement financier s'est opéré contre la croissance réelle, [...]."

Concernant les entreprises qui suivent la stratégie de s'agrandir par voie, non pas d'investissements nouveaux, mais d'acquisitions de moyens de production existants, on est emmené dans une argumentation tortueuse concernant la "valorisation en Bourse" qui pousserait les sociétés concernées à augmenter leurs résultats. Le problème se présente de façon plus simple. Les sociétés qui visent à augmenter leurs parts de marché, qu'il s'agisse de croissance "interne" ou "externe", sont confrontées à l'écart qu'il peut y avoir entre intentions et succès réel. La stratégie de croissance externe est plutôt moins risquée puisqu'il s'agit simplement de reprendre des parts de marché en principe existantes. En tout cas, ces sociétés, pour satisfaire les actionnaires, doivent effectivement augmenter le volume du profit réalisé au moins en même proportion que l'augmentation des actifs. Or ce n'est nullement garanti, et un échec à cet égard aura des répercussions décuplées du fait de l'endettement encouru pour financer l'opération. Même en absence de tout facteur spéculatif, l'économie réelle peut simplement se retourner contre elle-même dans la mesure où l'évolution des possibilités de réalisation de la plus-value produite ne coïncide pas avec les anticipations stratégiques.

Jusqu'ici nous avons parlé principalement du PCF, ainsi que de la LCR laquelle tout en se basant sur des références historiques distinctes vise à passer sur le devant de la scène en jouant dans la même pièce. Il existe divers groupes politiques qui se sont détachés du PCF dans une période postérieure à celle du surgissement de la LCR, et qui restent fortement marqués par des cadres conceptuels hérités du PCF. L'URCF, qui en fait partie, écrit: "L'impérialisme se caractérise par le renforcement aigu des tendances parasitaires et spéculatives du Capital<sup>20</sup>." C'est exact. Mais le raisonnement entamé par cette phrase enchaîne de façon inappropriée en signalant qu'"on peut toujours rêver d'un capitalisme industriel, des investissements productifs". Or, le parasitisme des rentiers qui touchent les dividendes serait impossible en dehors de toute production matérielle. Il consiste en ce que le capital financier, monopoliste, se contente d'empocher dans les métropoles impérialistes les profits provenant des pays "ateliers" du reste du monde, et de ces conditions résulte une tendance à la stagnation des forces productives contraire au développement puissant de celles-ci qui caractérisait l'essor du capitalisme au 19<sup>e</sup> siècle. Les fortunés du monde de l'époque où Lénine analysait l'impérialisme comme "stade suprême du capitalisme", les Rockefeller, Ford et autres, le savaient pertinemment: acier, pétrole, voitures, tout cela ne sort pas des écritures comptables avec lesquelles jonglent les banques. Par contre il est certain que les grands groupes monopolistes cherchent à étouffer la concurrence, c'est-à-dire à éviter les progrès techniques qui permettraient de vendre des produits à la fois meilleurs et moins chers. Bref, ce qu'on constate n'est pas l'inexistence d'investissements productifs, mais leur inadéquation en rapport avec le progrès de l'humanité.

La confusion est totale dans la suite du texte cité. Bien qu'il prenne soin à juste titre de souligner que "la plus-value naît de l'exploitation de la classe ouvrière", il affirme dans la même phrase que "la plus-value acquise par les monopolistes se multipliait par 4 [au cours de ces dernières années] grâce aux opérations boursières". On a affaire ici à un mélange incongru entre bribes faisant référence à des phénomènes différents. S'il est question de plus-value au sens de l'analyse de Marx (travail impayé, c'est-à-dire se prolongeant au-delà de ce qui correspond à la valeur nécessaire à l'entretien de la force du travail, représentée par le salaire), alors les opérations boursières ne l'engendrent pas, mais participent simplement à transfert du point où elle naît du travail productif des ouvriers, vers les comptes bancaires des capitalistes. À l'inverse, si l'on veut parler de la multiplication des résultats comptables d'une société grâce à des opérations boursières, alors il ne s'agit nullement de l'exploitation des ouvriers au cours du procès de production, mais de plus-value au sens, effectivement, de la spéculation, qui résulte de la différence entre les cours, respectivement, d'acquisition et de cession d'un "portefeuille d'actions" ou d'une quantité de matières premières stockées dans un but spéculatif.

Le point d'aboutissement de cette pseudo-analyse, c'est l'énoncé que "l'économie fictive prenait le pas sur l'économie réelle". Vue l'obscurité du raisonnement, le sens de cette affirmation ne s'en trouve pas éclairci.

### **À chacun sa fable préférée**

Le PCF se donne des airs supérieurs en se gaussant de "la fable du bon et du mauvais capitalisme"<sup>21</sup>, mais lui-même, comme d'autres, ne fait que colporter des contes de fées de même acabit, tels celui qui s'évertue à appeler au sauvetage de la "bonne" "économie réelle" menacée par la "mauvaise" "finance". Que ces gens-là font semblant de poser une égalité entre "finance" et "capitalisme", fait partie intégrante de la duperie.

Janvier 2009

Des militants anticapitalistes.

## Annexe

Il paraît utile de rappeler ici l'analyse de V. I. Lénine concernant l'impérialisme. Nous citerons ci-dessous le résumé qu'il en donne, et soulignons le point particulièrement significatif quant aux considérations développées plus haut: le fait qu'il y a "fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière" - ce qui est tout autre chose que la notion de "finance" omniprésente dans la propagande réformiste actuelle. Voici donc ce qu'écrit Lénine dans son oeuvre "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", datant de 1916:

Aussi, sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent jamais embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants: 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

- 
1. "Les salariés ne doivent pas payer la crise et ses conséquences", Document élaboré par le collectif confédéral "Politiques industrielles" de la CGT, 7/11/2008. <http://www.finances.cgt.fr/IMG/pdf/crise.pdf>
  2. *Le Monde*, 20/12/2008.
  3. "Crise financière: faire le choix d'autres modes de productions", 30/10/2008. <http://www.pcf.fr/spip.php?article3199>.
  4. *Idem*.
  5. Quatre-pages "Tout de suite du neuf - La Bourse ou la vie", novembre 2008. [http://www.pcf.fr/IMG/pdf/exe\\_4p\\_crise\\_web.pdf](http://www.pcf.fr/IMG/pdf/exe_4p_crise_web.pdf).
  6. "Trois mesures d'urgence anticapitalistes", 10/10/2008. [www.lcr-rouge.org/impression.php3?id\\_article=2505](http://www.lcr-rouge.org/impression.php3?id_article=2505).
  7. Quatre-pages "Tout de suite du neuf - La Bourse ou la vie", *op. cit.*
  8. *Idem*.
  9. "Aux capitalistes de payer leur crise!", par Olivier Besancenot, 10/10/2008. [www.lcr-rouge.org/impression.php3?id\\_article=2504](http://www.lcr-rouge.org/impression.php3?id_article=2504).
  10. "Face aux crises, changeons d'Europe!", Appel à un Forum-débat pour le 6/12/2008. <http://www.collectifdu29mai.org/Le-6-decembre-Face-aux-crisis.html>.
  11. "Capitalisme en faillite: Qui doit payer l'addition?", 7/10/2008. [http://www.pcf.fr/IMG/pdf/20080925-tract\\_crise\\_financiere-v4.pdf](http://www.pcf.fr/IMG/pdf/20080925-tract_crise_financiere-v4.pdf).
  12. Quatre-pages "Tout de suite du neuf - La Bourse ou la vie", *op. cit.*
  13. "A Sarkozy et aux riches de payer la crise", 26/9/2008. [www.lcr-rouge.org/impression.php3?id\\_article=2356](http://www.lcr-rouge.org/impression.php3?id_article=2356).
  14. "La crise du capitalisme s'approfondit", 7/9/2008. [www.lcr-rouge.org/impression.php3?id\\_article=2234](http://www.lcr-rouge.org/impression.php3?id_article=2234).
  15. Quatre-pages "Tout de suite du neuf - La Bourse ou la vie", *op. cit.*
  16. *Idem*.
  17. "La crise du capitalisme s'approfondit", *op. cit.*
  18. Quatre-pages "Tout de suite du neuf - La Bourse ou la vie", *op. cit.*
  19. "Finance et économie réelle: La fable du bon et du mauvais capitalisme", 25/11/2008. <http://www.pcf.fr/spip.php?article3253>.
  20. Contribution à l'analyse de la crise et tâches des communistes, 25/10/2008. [www.urcf.net/unionsdesrevolutionnairescommunistesdefrance\\_actualites\\_contributional\\_analysedelacrise.htm](http://www.urcf.net/unionsdesrevolutionnairescommunistesdefrance_actualites_contributional_analysedelacrise.htm).
  21. "Finance et économie réelle: La fable du bon et du mauvais capitalisme", *op. cit.*